



HAL
open science

**Mouvements de masse et organisations de classe en
Amérique Latine aujourd'hui. ALBA, sortie du FMI,
BancoSur et "socialisme du XXIe siècle"**

Luciano Vasapollo, Rémy Herrera

► **To cite this version:**

Luciano Vasapollo, Rémy Herrera. Mouvements de masse et organisations de classe en Amérique Latine aujourd'hui. ALBA, sortie du FMI, BancoSur et "socialisme du XXIe siècle". 2008. halshs-00211890

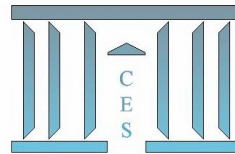
HAL Id: halshs-00211890

<https://shs.hal.science/halshs-00211890>

Submitted on 22 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Mouvements de masse et organisations de classe

en Amérique Latine aujourd'hui.

ALBA, sortie du FMI, BancoSur et

«socialisme du XXIe siècle»

Luciano VASAPOLLO, Rémy HERRERA

2008.03

MOUVEMENTS DE MASSE ET ORGANISATIONS DE CLASSE EN AMÉRIQUE LATINE AUJOURD'HUI

ALBA, sortie du FMI, BancoSur et « socialisme du XXI^e siècle »

Luciano VASAPOLLO* et Rémy HERRERA**

Résumé : Cet article analyse à la fois les récentes transformations du capitalisme en Amérique latine et les résistances populaires des mouvements de masse et des organisations de classe. Les avancées révolutionnaires de ce continent sont examinées, en particulier la mise en échec de l'ALCA, le lancement de l'ALBA, les négociations pour la constitution de PetroSur, les propositions de sortie du FMI et de création de BancoSur. Est aussi discutée la nécessité de reconstruire un internationalisme actif et de poser les bases d'un projet de transition socialiste dans les difficiles conditions du XXI^e siècle.

Title: Mass Movements and Class Organizations in Latin America Today

Summary: This paper analyses both the recent transformations of capitalism in Latin America and the popular resistances of mass movements and class organizations. The revolutionary progresses observed on this continent are also examined, in particular the failure of the FTAA, the opening of the ALBA, the negotiations for the constitution of PetroSur, and the proposals to go out of the IMF and to create a BancoSur. Finally, we discuss the needs to rebuild an active internationalism and the basis of a project of socialist transition in the difficult conditions of the twenty-first century.

Mots-clés : Capitalisme, FMI, finance, banque, pétrole, régionalisation, dé-dollarisation, ALBA, lutte des classes, transition, socialisme, Amérique latine.

Key-words: Capitalism, IMF, finance, banking system, oil, regionalization, de-dollarization, ALBA, class struggle, transition, socialism, Latin America.

JEL Classification: B51, E11, F02, J83, J88, N26, O19, O54, P11, P21.

* Professeur de Statistique à l'université *La Sapienza* de Rome et directeur du Centre de recherche CESTES.
Email : cestes@tin.it.

** Chercheur au CNRS, UMR 8174 Centre d'Economie de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
Email : herrera1@univ-paris1.fr.

MOUVEMENTS DE MASSE ET ORGANISATIONS DE CLASSE EN AMÉRIQUE LATINE AUJOURD'HUI

ALBA, sortie du FMI, BancoSur et « socialisme du XXI^e siècle »

Évolutions du capitalisme en Amérique latine

Après plusieurs décennies de repli, les forces progressistes voient s'ouvrir aujourd'hui, en Amérique latine et caribéenne –Amérique qui est aussi indigéno-afro-asiatique...–, des opportunités de repasser de la défensive à l'offensive. Aussi ont-elles, dans une certaine mesure, repris l'initiative de l'analyse critique des transformations actuelles du capitalisme et progressé en direction des alternatives théoriques et pratiques à la mondialisation néolibérale. Cette dernière, phase moderne de la globalisation du capital, trace les contours de la nouvelle configuration de l'exploitation, par la remise en cause des droits du travail, la compression des revenus directs et indirects et la tentative de défaire une fois pour toutes les organisations de classe des travailleurs. Le contrôle de la concurrence généralisée exercé par les firmes transnationales sur des marchés oligopolistiques, poussant à la recherche de territoires économiques attractifs –bas coûts du travail, sans protection sociale ni droits syndicaux– et au déplacement de travailleurs des régions périphériques (d'Europe de l'Est et d'Afrique méditerranéenne vers l'Europe occidentale, du Mexique et du reste de l'Amérique latine vers les États-Unis, de pays du Sud-Est asiatique vers le Japon), exacerbe la rivalité entre les différents marchés du travail et dessine la nouvelle géographie de la division internationale capitaliste du travail. Dans le cas de l'Amérique latine, les processus de délocalisations productives impulsées depuis le Nord se sont intensifiés pour tirer profit, à l'extérieur, de forces de travail relativement qualifiées et disponibles pour de moindres salaires, tout en soumettant au chantage la main-d'œuvre du centre du système mondial capitaliste et tenter ainsi de relancer, à l'intérieur, l'accumulation du capital, dont la dynamique est enfoncée dans une crise structurelle et la fuite en avant de nouvelles guerres impérialistes.

En Amérique latine, comme dans d'autres régions de la (semi-)périphérie, les productions manufacturières se sont développées en grande partie selon le vieux modèle « fordiste », avec séries standardisées dans les secteurs industriels –celui-là même qui est en voie d'être démantelé, en même temps que les derniers bastions ouvriers, au Nord. Mais des filières de production intercontinentales se sont constituées, faisant coexister simultanément méthodes « post-fordistes », « fordistes » et « pré-fordistes », déplaçant les frontières de l'exploitation et mettant en contact et en concurrence tous les travailleurs du monde. Le rôle productif assigné à l'Amérique latine l'a ainsi convertie en une région où la confrontation capital-travail est directe et la lutte des classes extrêmement dure, où sont aussi démultipliés les conflits : capital-nature, capital-science, capital-démocratie... Cet ensemble de mutations est dirigé

contre les conquêtes sociales et les luttes de libération nationale, qui avaient montré leur puissance dans les années 1950-60. La contre-offensive du capital est sans nul doute parvenue à bloquer les avancées de classe réalisées antérieurement, mais tend à généraliser les contradictions du système, en y impliquant, au-delà des organisations partisans et syndicales, des mouvements sociaux et des forces de résistance toujours plus diffuses, à les globaliser et les porter ainsi à un degré de tension encore supérieur. Cependant, le Nord continue de tenir fondamentalement l'Amérique latine pour un espace privilégié de son néo-colonialisme, riche de débouchés pour ses capitaux et ses exportations, réserve de main-d'œuvre et de ressources naturelles, sans paraître recevoir les messages politiques, pourtant suffisamment clairs, qu'elle adresse au monde. La dépendance persistante qui caractérise ce continent reste le cadre dans lequel se déploie le diktat des transnationales –particulièrement et tout récemment encore de celles des agro-combustibles– sur les processus nationaux d'accumulation.

Mise en déroute de l'ALCA et lancement de l'ALBA

Au travers de vastes initiatives de base, les mouvements de masse et les organisations de classe ont exprimé dans toute l'Amérique latine ce qu'elles pensaient du système de pouvoir états-unien sur le continent, notamment de ses guerres commerciales et monétaro-financières –l'autre face des guerres militaires de l'impérialisme. L'attaque la plus violente dirigée contre les peuples latino-américains est venue de la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA). Ce projet néo-colonial de l'administration états-unienne fut mis en déroute par la convergence de mobilisations populaires et de gouvernements révolutionnaires ou progressistes. La contre-offensive prit la forme de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), impulsée par Cuba et le Venezuela en décembre 2004, élargie à la Bolivie en avril 2006, approchée en 2007 par l'Équateur, le Nicaragua et Haïti, et soutenue par la quasi-totalité des mouvements sociaux du continent. Contrairement à l'ALCA, qui visait à approfondir la libéralisation du commerce et les privatisations, l'ALBA accorde la priorité à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, en concrétisant pour partie l'esprit des luttes sociales de l'Amérique latine, tout spécialement celles revendiquant la propriété sociale des biens publics. L'ALBA n'est pas le seul programme à être mené ; d'autres initiatives, complémentaires, sont en cours, comme PetroSur –nous y reviendrons–, qui expriment une orientation anti-impérialiste et donnent la priorité à la défense des intérêts des peuples. Les réponses pratiquées en Amérique latine et caribéenne par le capital mondialement dominant pour tenter de gérer sa crise structurelle ont par conséquent provoqué, dans le même mouvement, une relance des luttes des organisations de classe et des mouvements de masse.

Le 30 avril 2007, le président Hugo Chávez Frias, leader de la révolution bolivarienne du Venezuela, annonçait sa volonté de retirer son pays des institutions du FMI et de la Banque mondiale qu'il qualifia de « *mécanismes aux mains de l'impérialisme états-unien* », exploitant les pays pauvres. Et d'ajouter, lors de son discours adressé à la nation le 1^{er} mai : « *Il faut en sortir avant qu'ils nous pillent* ». Aux États-Unis, dans les sphères politiques et les milieux d'affaires, les réactions furent particulièrement violentes, s'empressant de critiquer le « *style impulsif* » du président qui « *ne serait visiblement pas conscient du risque de défaut de paiement de la dette de son pays [et qui] ne pourra que faire marche arrière lorsqu'il aura pris la mesure des conséquences de telles actions* ». On prétendit même que l'incompétence du staff présidentiel serait telle qu'il se trouverait dans l'incapacité d'expliquer techniquement comment le Venezuela sortirait des organisations financières internationales. Le ministre des Finances eut beau répéter que son pays n'interromprait pas les flux de remboursement du

service de la dette extérieure, les marchés financiers –sujets auto-proclamés de l’histoire– manifestaient leur mécontentement en faisant chuter la valeur des titres émis par l’État vénézuélien et augmenter le risque-pays. Après avoir « *amputé la bourse de Caracas* » de plus d’un cinquième de ses transactions en nationalisant le pétrole, l’électricité et les télécommunications, puis comparé G.W. Bush au diable à la tribune de l’Assemblée générale des Nations unies –ce qui aurait peut-être coûté à son pays une place au Conseil de Sécurité–, le président vénézuélien continue de défier l’impérialisme, cette fois sur le terrain monétaire et financier. Le mépris affiché et les insultes lancées par ses adversaires sont à la hauteur de la justesse de ce choix stratégique.

La pertinence d’une sortie annoncée du FMI ne peut toutefois se comprendre sans la mise en perspective procurée par la création d’une Banque du Sud (BancoSur), à laquelle contribue de manière décisive le Venezuela, conjointement à d’autres grands pays latino-américains. Cette nouvelle institution multilatérale aura pour finalité à la fois de réduire la dette extérieure et de financer de nouvelles stratégies de développement, en fonctionnant selon une logique tendanciellement différente de celle des banques capitalistes traditionnelles. Actuellement, les pays du Sud, pris dans leur ensemble, sont en effet contraints d’acheter des bons du Trésor états-uniens (pour plus de 1000 milliards de dollars) afin de financer les déséquilibres de l’hégémonie du système mondial capitaliste, et simultanément de constituer des réserves en dollars pour défendre leurs propres monnaies face aux attaques spéculatives dont elles sont victimes sur le marché des changes. L’heure paraît venue de former un front du Sud pour que ces pays puissent conserver leurs ressources non plus en titres de la dette états-unienne, ni en monnaies de pays du Nord, mais au sein d’une banque multilatérale du Sud dont les États qui refusent de se soumettre aux diktats de la grande finance états-unienne seraient membres et en assureraient le contrôle. Cette institution d’un nouveau genre ne serait plus la courroie de transmission des stratégies néo-libérales du capital mondialement dominant, mais bien plutôt le levier financier d’un développement désormais placé au service des peuples du Sud. Elle serait amenée à financer des politiques d’amélioration des conditions de vie et de travail du plus grand nombre, des missions de services publics et des infrastructures sociales, mais aussi des agricultures plus respectueuses des masses paysannes, des industries orientées vers les marchés intérieurs et des exportations à forte valeur ajoutée susceptibles de remettre en cause la division internationale capitaliste du travail. Tentative de reconquête de la souveraineté monétaire et base financière potentielle d’un dispositif continental d’échanges commerciaux libellés en monnaies des pays membres –en attendant de l’être dans une monnaie commune nouvelle ?–, la création d’une telle banque en 2008 ouvre aux pays du Sud une voie crédible et praticable pour se libérer de la tutelle néo-coloniale du FMI.

Sortie du FMI, dé-dollarisation, BancoSur, PetroSur

Construire un ordre économique international plus juste exige, entre autres impératifs, la remise en cause du rôle actuel du FMI –dont la dépendance étroite à l’égard du Département du Trésor états-unien n’est plus un secret pour personne. Levier de la conditionnalité de l’aide aux pays du Sud et des allègements de la dette extérieure, la *good governance* du FMI révèle une politisation croissante de ses interventions et la dérive de ses missions au-delà de son mandat. Sa surveillance du secteur privé, dont la confiance conditionnerait la croissance durable, concerne « *tous les aspects* » des institutions étatiques –y compris et peut-être surtout le régime politique. Institutions démocratiques, diffusion d’informations, transparence, participation des acteurs, principe d’élection, gestion efficace des ressources, compétence

d'expertise, obligation de rendre des comptes, intégrité, respect des droits de l'Homme, seraient les conditions de la *good governance* (Herrera, 2004).

Mais qu'en est-il au FMI ? Applique-t-il avec la même détermination les impératifs exigés du Sud lorsqu'il s'agit de son propre fonctionnement ?

i) Les États-Unis disposent à eux seuls d'un droit de veto pour toutes les décisions d'importance.

ii) Malgré des progrès, limités, la disponibilité de ses documents demeure soumise à restrictions.

iii) La plupart des négociations qui l'impliquent restent le plus souvent totalement opaques.

iv) L'éventail de ses interlocuteurs est restreint (ministère des Finances, Banque centrale...), parfois élargi à des entrepreneurs, sans consultation démocratique des peuples.

v) Le consensus étant la méthode habituellement utilisée, les programmes ne sont adoptés par vote qu'exceptionnellement.

vi) Les plans d'ajustement structurel se sont révélés inefficaces à résoudre les déséquilibres et ont même contribué à causer et propager les crises financières.

vii) Les experts du FMI ne sont soumis à aucune évaluation de la pertinence de leurs recommandations.

viii) La qualité de leurs travaux au regard de la littérature académique disponible est elle-même sujette à caution.

ix) La rhétorique anti-corruption n'empêche pas de financer, en toute connaissance, des régimes corrompus.

x) Mains récipiendaires d'aide sont connus et critiqués pour leurs violations répétées des droits de l'Homme.

Par conséquent, un bon gouvernement, soucieux du bien-être de son peuple, serait fondé, lorsque les conditions le permettent, à rompre avec le FMI.

En Amérique latine et caribéenne, Cuba est, à cet égard, à la fois le seul pays à ne pas être membre du FMI et, en même temps, malgré (ou grâce à) cela, celui qui enregistra le meilleur taux de croissance de toute la région sur les dix dernières années –et encore en 2006. Pourtant sous blocus des États-Unis, Cuba fit le choix d'exercer sa souveraineté monétaire. En 1993, au pire moment de la crise consécutive à la disparition du bloc soviétique, le gouvernement révolutionnaire avait décidé de dépenaliser la détention du dollar et de dollariser l'économie. L'objectif était alors de favoriser l'entrée de devises, de réduire les déficits extérieurs et de recouvrer la croissance économique, de façon à sauver les piliers du système social : la santé et l'éducation gratuites; les services publics (eau, électricité, téléphone, transports...), l'alimentation et le logement à très bas prix... Le fait est que, malgré d'énormes difficultés, il y est parvenu. L'économie s'est redressée à partir de 1994, et le processus a été maîtrisé techniquement. Mais la dollarisation ne comportait pas que des conséquences favorables. Les inégalités ont augmenté très sensiblement. La dédollarisation entendait précisément mettre fin à ces problèmes. La Banque centrale de Cuba annonça en octobre 2004 que le dollar n'était plus autorisé à circuler et qu'il était remplacé par le peso convertible (CUC) –réévalué grâce aux bons résultats de l'économie. L'État associa à cette dédollarisation une redistribution des revenus : hausse des salaires, des retraites, du nombre de produits distribués par la *libreta*... La dédollarisation n'est pas achevée –elle ne le sera que lorsque le peso cubain redeviendra

l'unique monnaie du pays–, et les difficultés résiduelles ne sont pas à négliger. La Banque centrale doit en effet conserver des réserves officielles en devises pour garantir la circulation interne du peso convertible et maîtriser les comptes extérieurs, le taux de change et les prix. Le gouvernement doit convaincre les banques et les investisseurs étrangers de lui renouveler sans cesse leur confiance –mais aussi le peuple cubain lui-même de la nécessité d'un contrôle monétaire efficace et d'une planification socialiste modernisée. Cependant, les progrès dans le sens d'une reconquête de la souveraineté monétaire sont réels (Herrera et Nakatani, 2004).

L'expérience de Cuba, bien que fort singulière et non exportable, peut donc faire réfléchir. Le grand défi à relever pour les peuples d'Amérique latine et caribéenne est aujourd'hui de pérenniser l'ALBA en tant que bloc régional respectueux des nations et renforçant leur indépendance, pour faire contrepoids à l'hégémonie états-unienne et contribuer à la formation d'un monde multipolaire. Pour s'étendre, cette régionalisation alternative devra développer les complémentarités qui existent entre elle et les autres processus d'intégration du Sud –au premier rang desquels le MERCOSUR–, mais également consolider ses piliers. L'un d'eux est assurément BancoSur, qui a vocation à devenir la banque de l'ALBA. Jusqu'à présent, les relations se sont surtout développées entre Cuba et le Venezuela, grâce à un plan stratégique d'échanges de services sociaux (cubains) contre des technologies pétrolières (vénézuéliennes) et des coopérations dans toute une série de domaines : télécommunications, mines, sidérurgie, agro-alimentaire, transports... Au-delà de la consolidation des liens entre ces deux pays, cette régionalisation est porteuse de profondes transformations à l'échelle du continent, en jetant les bases d'une forme nouvelle d'intégration fondée sur une logique de solidarité entre partenaires, imposant de strictes limites à la dynamique d'expansion du capital mondialement dominant. L'ALBA devra se doter d'une institution financière multilatérale –et, si possible, d'une monnaie commune– pour être en mesure de soutenir efficacement la diversification des économies membres, conquérir la souveraineté alimentaire, promouvoir les secteurs sociaux, éradiquer la misère et améliorer les conditions de vie des peuples. Un autre pilier de l'ALBA est le projet d'intégrer en une seule entreprise continentalisée, PetroSur, les activités des compagnies pétrolières de la région : PDVSA (Venezuela), Cupet (Cuba), YPFB (Bolivie), Petrobras (Brésil), EnarSA (Argentine), PetroEcuador (Équateur)... Ces pays pourraient ainsi peser davantage dans les négociations internationales et définir ensemble des stratégies de renouvellement des sources d'énergie et de préservation de l'environnement. La constitution d'une telle régionalisation, qui respecte les droits des peuples au développement, à décider souverainement et à rester collectivement maîtres de leur devenir, implique nécessairement, selon nous, le dépassement du capitalisme.

La résurgence des luttes populaires en Amérique latine

La reconfiguration de la division internationale du travail imposée par la mondialisation néo-libérale, par la violence de ses restructurations industrielles, délocalisations productives et « gestions des ressources humaines », a donc également contribué à réactiver les mouvements de résistance globale qu'elle avait pourtant d'abord décomposés. Dans toute l'Amérique latine et caribéenne ont ainsi émergé, ou sont réapparues, des mouvements populaires enracinés dans des luttes extrêmement diverses et sur des revendications socio-économiques très concrètes, parvenant à mobiliser des masses assez significatives : petit peuple des mégapoles urbaines et pauvres des bidonvilles (chômeurs, précaires du secteur informel, sans logis...), travailleurs ruraux sans terre et petits paysans, communautés indigènes, franges importantes des petite et moyenne bourgeoisies paupérisées par le durcissement des politiques néo-libérales (y compris

des fonctionnaires), nombreuses associations progressistes religieuses, pacifistes, féministes, homosexuelles, écologistes... La redynamisation des luttes est manifeste sur tout le continent. Certaines des organisations qui sont apparues défendent des programmes au contenu de classe clairement anti-systémique et révolutionnaire, comme c'est le cas, par exemple, de résistances populaires en Colombie, du Mouvement des Travailleurs ruraux sans Terre (MST) au Brésil, de l'« Autre Campagne » (qui rassemble mouvements sociaux, partis politiques radicaux et néo-zapatistes) au Mexique, et de fractions des organisations indigènes paysannes et ouvrières en Bolivie –toutes organisations disposant, quoique de façon très nettement distincte, d'une orientation politique combative de classe. D'autres mouvements de masse sont davantage spontanés, pas toujours dotés de leaders, ni même d'ailleurs d'une organisation politique, mais situés au plus proche des réalités sociales et endogènes aux dynamiques de changement. Ils sont le plus souvent centrés, d'une manière ou d'une autre, sur le conflit capital-travail (comme les *piqueteros* ou les travailleurs d'entreprises autogérées en Argentine), quelquefois aussi sur le refus des menaces de guerres et des bases militaires états-uniennes à l'étranger (objecteurs de conscience en Colombie, activistes opposés à la base de Manta en Équateur ou militants pour la paix au Paraguay, parmi tant d'autres).

Jusqu'à présent, les tentatives d'agrégation de ces mouvements au niveau international n'ont pas donné les résultats escomptés. Bien qu'ayant entraîné un effet extrêmement positif sur la redynamisation des initiatives de masse, les mouvances dites « altermondialistes », notamment celles exprimées dans le cadre des Forums sociaux (qu'ils soient mondiaux, régionaux, nationaux ou thématiques), se sont révélés en pratique impuissants à infléchir le cours des agressions des transnationales capitalistes et des armées impérialistes. La plupart du temps, il s'est agi de mobilisations de dénonciation et de protestation qui ont pris un caractère ponctuel ou cyclique, mais qui ne sont pas parvenus à se connecter aux actions de classe que mènent sur le terrain, quotidiennement, les mouvements de travailleurs, ni même à s'organiser en structures puissantes. Bien plus efficaces ont été, comme nous l'avons vu, les mobilisations de masse conduites au niveau continental contre le projet d'ALCA –sans que ces deux types d'actions soient exclusifs l'un de l'autre, puisque la lutte contre les traités de libre-échange avec les États-Unis était au cœur du programme du premier Forum social des Amériques tenu à Quito en 2004. Si l'offensive de l'ALCA a pu être stoppée, c'est assurément parce que les résistances des peuples latino-américains ont su converger dans la diversité, mais aussi parce que des gouvernements progressistes, par-delà leurs différences, ceux de Cuba, du Venezuela et du Brésil notamment, ont trouvé l'intelligence et la force de s'unir quand il le fallait afin de s'opposer efficacement au projet de domination impérialiste. Au niveau national, des unions de mouvements et d'organisations ont pu obtenir certains succès, spécialement celles visant à arrêter les programmes de privatisations de biens communs et/ou ayant des liens étroits avec les besoins fondamentaux de populations organisées sur le terrain même de la lutte de classes. À plusieurs reprises, les pressions populaires ont permis de mettre à bas des gouvernements néo-libéraux, que ce soit au niveau local (de Porto Alegre à El Salvador, et jusqu'à Bogota) ou même national. D'évidence, les avancées de ces mouvements de base, tout à fait réelles au cours de ces dernières années, ont fourni des contributions décisives aux récentes victoires électorales des différents fronts démocratiques de gauche sur le continent : Bolivie, Brésil, Équateur, Argentine, Uruguay, Nicaragua, récemment Guatemala... –et bientôt Paraguay ?

Ces coalitions de forces progressistes ont néanmoins dû faire face à une série de défis. Fréquemment, les mobilisations populaires sont parvenues à mettre en échec les régimes des oligarchies locales, mais pour voir aussitôt revenir au pouvoir –ce qui reste de– la bourgeoisie *compradore* et ses politiciens de profession corrompus, aggravant les politiques néolibérales et la soumission du pays. Tel est le cas du Pérou, par exemple. D'autres mouvements ont

réussi à emporter la victoire électorale, mais se sont vus rapidement instrumentalisés, neutralisés et reconvertis en forces pro-systémiques. C'est ce qui s'est passé, entre autres, en Uruguay. Tant qu'ils ne disposeront pas de structures solides et d'orientations politiques très clairement définies, ces groupes en resteront à protester vainement contre l'ordre établi anti-social, sans pouvoir progresser de la conscience à l'action, ni être en mesure de construire les alternatives attendues. Elles se condamneront dès lors à l'impuissance et reculeront à chaque coup de l'impérialisme états-unien –dont rien n'interdit de penser, au moment où il est sur le point d'être défait en Irak, qu'il optera à l'avenir, comme il l'a déjà fait dans un proche passé, pour davantage de répression et de violence sur le continent. Sans projet social en faveur des classes populaires, la gauche n'accède au gouvernement que pour borner son action à gérer la crise du néo-libéralisme, avec pour conséquence, inévitable à plus ou moins long terme, une perte de légitimité. C'est ce qui risque de se passer au Brésil.

On comprend ici l'urgence d'apporter des solutions aux problèmes d'organisation et de représentation politiques des mouvements, afin d'élever à un niveau supérieur l'intensité des luttes sociales, de parvenir à créer un nouveau sujet révolutionnaire et de mettre en œuvre une stratégie qui ne se contente pas de se hisser au pouvoir. Le problème majeur qui se pose, encore et toujours, en théorie comme en pratique, est donc celui de l'État –plus précisément, celui de l'exercice du pouvoir d'État après sa conquête (Vasapollo *et al.*, 2007). C'est là un problème que la gauche européenne rencontre d'ailleurs aussi, sur une trame socio-politique différente, notamment en France et en Italie. Si les configurations de classes sont différentes sur ces deux continents –ce qui implique que les stratégies comme les formes institutionnelles devraient aussi l'être–, des points de rencontre se repèrent dans les exigences de convergence dans la diversité, de réorganisation politique et de contrôle effectif d'un pouvoir étatique placé prioritairement et démocratiquement au service des intérêts du peuple.

L'importance décisive de Cuba et du Venezuela dans la transition socialiste

C'est dans ce contexte que l'on comprend en quoi les transformations qui ont eu le plus d'impact en Amérique latine et caribéenne sont celles réalisées par Cuba et par le Venezuela, où la stratégie d'exercice du pouvoir étatique, menée par des gouvernements révolutionnaires, est orientée vers la défense de l'État social, non seulement par le refus des privatisations, mais surtout par le recul de la propriété privée des moyens de production. Ces deux pays illustrent la façon distincte mais convergente dont le pouvoir d'État peut être tourné vers la perspective socialiste et comment deux révolutions peuvent se renforcer l'une l'autre : les jeunes Cubains, qui n'ont connu que la rigueur de la « période spéciale », ont vu surgir une révolution sœur à laquelle ils apportent leur contribution, notamment par les missions internationalistes ; quant à eux, les jeunes Vénézuéliens bénéficient de l'expérience cubaine, en lui offrant en retour un souffle nouveau. Rien d'étonnant à ce que ces deux pays, qui concrétisent les espérances d'indépendance continentale de Bolívar et Martí, soient les cibles centrales –avec les guérillas colombiennes– de l'impérialisme états-unien sur le continent latino-américain. Le Venezuela est aujourd'hui en train de redéfinir les termes de son projet socialiste, bolivarien et chrétien, pacifique mais non désarmé, fait de renforcement du cadre légal de la participation populaire aux processus de décisions, de nationalisations des ressources stratégiques du pays, et de missions sociales¹. Depuis bientôt 50 ans, Cuba prouve au monde que résister est possible.

¹ Enseignement (*Simoncito, Robinson 1, Robinson 2, Ribas, Sucre*), santé (*Barrio Adentro, Milagro*), logement

Sans prétendre s'imposer comme la seule voie au socialisme, l'île nous rappelle l'importance cruciale de l'organisation partisane et syndicale, de l'exercice du pouvoir d'État dans un cadre national, de la socialisation des moyens de production et de la justice sociale, ainsi que de la planification socialiste, afin de mettre en œuvre un projet de transformation radicale de la société.

On l'a dit, à propos du processus de dé-dollarisation, spécialement, l'expérience cubaine est exemplaire –sans constituer pour autant un « modèle » à dupliquer. La maîtrise, relative mais réelle, de sa récupération de l'économie, Cuba la doit essentiellement au maintien de la planification de sa stratégie de développement, au rôle de l'État socialiste comme garant de l'organisation indispensable pour faire face à la crise, en préservant à la fois le consensus social, le gradualisme des réformes et la consultation populaire. Nous tenons là une raison pour laquelle l'essor des mécanismes de marché, tolérés depuis la période spéciale, n'a pas amené, jusqu'à présent, de retour au capitalisme. Cuba a pu opérer sa reconversion sucrière et sauver son système social, car l'État y centralisa un cœur de décisions, mit en cohérence ses politiques micro- et macro-économiques, imposa la primauté de la satisfaction des besoins du peuple sur tout autre intérêt. Le secteur touristique a introduit un biais d'accès aux devises, mais l'État sut mener les péréquations de recettes nécessaires pour assurer la continuité des systèmes sociaux. L'investissement direct étranger a été encouragé, déstabilisant parfois les relations de travail; l'État protégea alors les droits du travail et le rôle des syndicats, tout en limitant les écarts de revenus. L'envoi de devises de l'extérieur creusa les inégalités, mais les opportunités d'accumulation nationale de capital privé sont limitées. Le travail indépendant a été autorisé pour de nombreuses activités, sans que soit légalisée l'embauche de salariés – hors des familles détentrices des licences. Des magasins en dollars ont été ouverts, de même que des marchés agricoles où paysans privés et coopératives vendent leurs produits, mais la plus grande partie de la consommation continue d'être fournie à prix très réduits par la *libreta* et les cantines ouvrières. Les liquidités n'incrémentent pas d'accumulations de capital privé, ni ne contrôlent privativement une création de valeur par emploi de travail salarié. Grâce à une production pétrolière en forte augmentation, l'État tente également de se rapprocher de l'auto-suffisance énergétique et planifie les mesures de protection de l'environnement. Et ce sera encore à la planification de trouver les moyens de réduire la dépendance grandissante du pays vis-à-vis du tourisme, notamment par la promotion d'un développement auto-centré et plus intensif en savoirs.

Dans les conditions –extrêmement difficiles– qui sont celles du XXI^e siècle, les liens de coopération et de solidarité internationalistes que les révolutions cubaine et vénézuélienne entretiennent entre elles et s'efforcent d'étendre à d'autres pays, organisations et mouvements progressistes du continent, formeront l'un des axes porteurs sur lesquels pourraient s'appuyer et s'articuler les bases de la construction du socialisme en Amérique latine et caribéenne. Cette considération heurtera sans doute la ligne suivie par certaines gauches ; celles-là même dont Ernesto *Che* Guevara avait d'ailleurs tôt perçu la perte de combattivité au Nord : « *Les États-Unis* [‘grand problème de l'Amérique latine’] *assument la direction de ce qu'ils appellent le ‘monde libre’* [dont la] *défense est vitale pour les capitalistes, qui entendent maintenir le système actuel, mais aussi dans une certaine mesure pour les ouvriers, car la perte des débouchés et des sources de matières premières bon marché* [du Sud] *provoquerait aussitôt le durcissement du conflit capital-travail, et le résultat en serait désastreux pour*

et infrastructures (*Hormiga, Corre Camino, Mosquito*), emploi (*Vuelvan Caras*), droits des peuples indigènes (*Guaicaipuro*), distribution de terres (*Zamora*), alimentation (*Mercal*), avec pour but de « *solder la dette sociale contractée vis-à-vis des exclus, de les incorporer dans le bien-être* ».

l'ensemble. La réaction de la classe ouvrière sera de soutenir les États-Unis, les suivant sous la bannière d'un slogan quelconque (...). La fonction des syndicats ouvriers aux États-Unis est de servir de pare-chocs entre les deux forces en conflit et par là, subrepticement, d'amoindrir la force révolutionnaire des masses. Telle est la réalité crue (...). On ne peut pas demander à la classe ouvrière états-unienne de voir plus loin que le bout de son nez. [L]a nécessité pour les travailleurs d'y maintenir leur niveau de vie [est l'un des] facteurs qui feront qu'en fin de comptes, [notre] lutte de libération ne se dressera pas contre un régime social, mais contre une nation, qui défendra, unie en un seul bloc armé par la loi suprême de l'intérêt, les acquis tirés de la tutelle exercée sur les économies latino-américaines »².

Reconstruction de l'internationalisme et d'un projet socialiste au XXI^e siècle

La plus grande difficulté pour comprendre les dynamiques des mouvements de masse et des organisations de classe à l'échelle internationale vient sans doute du fait que les forces progressistes qui s'opposent à l'heure présente au capitalisme et à l'impérialisme n'ont plus la forme homogène qu'elles avaient jadis, avec des structures politiques leur permettant de tenir ensemble les projets d'émancipation des travailleurs, de libération nationale des peuples et de construction du socialisme. À cette difficulté s'ajoute, au Nord, la sélection par de larges pans de –ce que l'on persiste à appeler– la « gauche » d'une stratégie de concessions, allant des compromis aux compromissions, et menant à l'abandon de la plus élémentaire solidarité internationaliste à l'égard des formations politiques et sociales qui continuent à défendre, au Sud, la nécessité d'une confrontation avec l'impérialisme et le bien-fondé de la perspective socialiste. Sans dogmatisme d'un autre âge, ni saints à vénérer, il faudra tourner nos regards vers l'avenir –non sans avoir tiré les leçons du passé et renoué avec les idéaux et les valeurs socialistes– afin d'évaluer les possibilités concrètes de transformations sociales, de travailler à la convergence de mouvements dont les actions procèdent réellement des forces aux prises sur le terrain de la lutte des classes, et de mettre en œuvre –lorsque et là où cela est possible– des programmes aux contenus tactiques significatifs en termes de changements structurels et de (re)conquête des droits sociaux et de la dignité des travailleurs, mais placés dans l'optique stratégique d'un dépassement du capitalisme et d'une transition vers une véritable démocratie socialiste participative. Les gauches radicales, spécialement en Europe, devraient à notre avis urgemment réagir dans ce sens, au-delà des particularismes, des conflits de personnes et du tacticisme d'appareils, pour insuffler un nouvel esprit unitaire.

Il s'agirait donc, sur la base de positions de classe clairement définies, de tenter de passer de la résistance à l'offensive globale. Cela supposera d'intégrer aux luttes contre la logique du capital (mais aussi contre le manque de combattivité de maintes organisations représentatives du monde du travail) toujours plus de masses d'individus exclus de tout droit, et de connecter les travailleurs du capitalisme central, qu'ils soient salariés, précaires, chômeurs ou « sans », aux avancées récemment réalisées par les peuples du Sud –et d'abord de l'Amérique latine–, pour faire face à leur ennemi commun, la grande finance états-unienne et ses relais locaux. Dans cette lutte de portée globale, la création de nouvelles organisations internationales de solidarité entre travailleurs s'impose. Dans l'immédiat, la consolidation de l'axe Venezuela-Cuba et le renforcement des États et gouvernements progressistes du continent représentent

² Lire ici l'article, surprenant et peu connu, du jeune *Che*, rédigé dans le courant de l'année 1954 : “*La Clase obrera de los EEUU... ¿amiga o enemiga?*”, in Guevara (2003), pp. 132-135.

une condition préalable à la relance des luttes des peuples contre l'impérialisme à l'échelle mondiale. C'est en s'appuyant sur l'ensemble de ces résistances populaires autodéterminées – y compris celles du Moyen-Orient– qu'ira de l'avant le processus de transition socialiste dans les conditions du XXI^e siècle. Ce projet ne pourra pas être le « petit commerce » de quelques bribes de la gauche radicale ; il devra devenir un patrimoine partagé par tous les progressistes, mouvements sociaux de masse, organisations partisans et syndicales de classe, qui remettent en cause, au centre du système mondial capitaliste, les diktats guerriers de la finance impérialiste. Ce nouvel internationalisme devra diffuser la conviction que les destins de tous ceux qui s'opposent aux ravages sociaux et environnementaux de la mondialisation capitaliste, depuis les métropoles du centre jusqu'aux campagnes des périphéries, sont très étroitement liés ; qu'il s'agit d'une seule et même bataille pour un monde radicalement différent et véritablement humain, que les progressistes du monde remporteront ou perdront ensemble.

Références bibliographiques :

- Guevara, E. (2003), *América Latina – Despertar de un continente*, Ocean Press, Melbourne.
- Herrera, R. (2004), « Why Lift the Embargo? », *Monthly Review*, vol. 55, n^o. 8, pp. 49-54, janvier, New York.
- Herrera, R. (2004), « Good Governance against Good Government? », rapport pour la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, E/CN.4/2004/NGO/124, 60^e session, juillet, Genève.
- Herrera, R. et P. Nakatani (2004), « Dollarization in Cuba », *International Finance Review*, vol. 5, pp. 115-134, décembre, Oxford.
- Vasapollo, L. E. Echevarría et A. Jam (2007), *Che Guevara economista: Attualità del dibattito sulla transizione tra Cuba e URSS*, Jaca Book, Milan.
- Vasapollo, L. (2007), *Trattato di Economia applicata*, Jaca Book, Milan.